

Heurts sanglants à Kinshasa, en pleine instabilité politique

LE RÉSUMÉ

Une quinzaine de personnes ont été tuées à Kinshasa et Matadi, ce lundi. Les heurts ont été provoqués par une secte opposante au président Joseph Kabila.

La situation reste instable, alors que l'opposition congolaise a appelé à **des opérations «ville morte» aujourd'hui et demain.**

FRÉDÉRIC ROHART

Au moins 14 personnes ont été tuées par les forces de sécurité congolaises à Kinshasa et dans la ville portuaire de Matadi, lundi. La police a indiqué qu'au moins un de ses officiers avait perdu la vie et qu'un autre était dans un état critique après avoir fait l'objet d'un lynchage. Selon l'agence de presse Reuters, qui cite une source anonyme, deux militaires ont également été tués à Kinshasa.

C'est le résultat d'une série d'attaques et manifestations simultanées dans plusieurs quartiers de la capitale congolaise. Elles seraient le fait, selon la police, de membres de la secte politico-religieuse Bundu dia Mayala, opposante au régime. Dans un communiqué, la police congolaise a indiqué que douze assaillants ont été tués par «des balles perdues». Il s'agissait

selon elle de membres de la secte qui se sont «attaqués aux forces de l'ordre» armés «[de fusils] de calibre 12 et armes blanches».

Selon un témoin cité par l'agence Reuters, des assaillants ont mené une attaque contre la prison centrale de la capitale, sans parvenir à passer le portail. En mai dernier, quelque 4.000 prisonniers s'étaient évadés de cette prison, parmi lesquels le chef de la secte en question. Ce dernier, Ne Muanda Nsemi, avait annoncé qu'il lancerait des actions à partir du 7 août pour «chasser le président Kabila et les Rwandais» (les opposants accusent parfois Joseph Kabila d'être originaire du Rwanda).

Élections repoussées

Le mandat du Président congolais est venu à échéance fin 2016, mais un accord politique passé entre majorité et opposition a prévu de rallonger son mandat d'un an en vue de la convocation d'élections présidentielles. Un calendrier électoral doit être publié d'ici la fin du mois, a indiqué la semaine dernière le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Mais en tout état de cause, l'échéance de fin 2017 ne sera pas respectée: la Ceni a indiqué que l'enrôlement des électeurs ne serait pas complet d'ici la fin de l'année en raison de troubles dans le centre du pays.

Les attaques de mardi survien-

nent alors qu'un climat d'instabilité alarmant s'installe dans plusieurs provinces, et dont celles des Kasais – l'ONU a notamment dénoncé plus de 250 exécutions sauvages dans ces provinces entre mars et juin. Et vendredi encore, plus de cinquante personnes ont perdu la vie dans des affrontements ethniques dans la province du Tanganyika, au sud-est du pays.

La faible légitimité du pouvoir central ne fait rien pour résorber cette instabilité. L'opposition, affaiblie par le décès de son leader historique Etienne Tshisekedi, a eu beaucoup de mal ces derniers mois à former un front efficace pour faire appliquer l'accord du 31 décembre dernier. Face à une commission électorale qu'elle considère comme acquise à la cause du pouvoir en place, l'opposition appelle à présent à des opérations «villes mortes». Le Rassemblement, mené par le parti d'opposition historique UDPS et qui fédère sept autres partis, demande aux Congolais de rester chez eux pour réclamer le départ du président Kabila. Il entend aussi organiser des meetings le 20 août et entend lancer un «appel à la désobéissance civile» à partir du 1^{er} octobre. L'instabilité à Kinshasa pourrait perdurer, craint-on sur place.

Un calendrier électoral doit être publié d'ici la fin du mois.